

COMMUNE DU MUY  
AM/ST/2024 n° 141

**ARRETE DU MAIRE**

Restriction à la circulation et dérogation de tonnage accordée à l'entreprise JLC CONSTRUCTION  
A l'occasion de chargement de déblais de matériaux  
909 Boulevard des Ferrières  
Pour le compte de [REDACTED]  
Du lundi 30 septembre au lundi 21 octobre 2024

LE MAIRE DU MUY,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et L 2212-2 ;

VU le Code de la Route et notamment son article R 417-10 ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

**Considérant** la demande en date du 19/07/2024 par laquelle l'entreprise JLC CONSTRUCTION – sise 4 place du Revelin 83510 LORGUES, sollicite des restrictions à la circulation à l'occasion de chargement de déblais de matériaux au 909, Boulevard des Ferrières pour le compte de [REDACTED], **du lundi 30 septembre au lundi 21 octobre 2024 ;**

**Considérant** que ces travaux nécessitent des restrictions à la circulation des véhicules ;

ARRETE

**ARTICLE 1 :** En raison des travaux ci-dessus énoncés, la circulation sera **temporairement réglementée** sur les voies mentionnées ci-dessus, dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable **du lundi 30 septembre au lundi 21 octobre 2024**. Pendant toute la durée des travaux, le stationnement de tous les véhicules sera interdit de part et d'autre du chantier.

**ARTICLE 2 :** Le demandeur devra afficher la nature et la durée des travaux, ainsi que la personne à contacter.  
Il est rappelé que **l'affichage du présent arrêté, sur le site, est obligatoire.**

**ARTICLE 3 :** **Le pétitionnaire devra avoir obtenu les autorisations nécessaires auprès des propriétaires intéressés en ce qui concerne les travaux éventuels à réaliser en propriétés privées.**

**ARTICLE 4 :** Les véhicules de plus de 3T500 de P.T.A.C **inférieur ou égal à 9 tonnes** du pétitionnaire sont autorisés à circuler sur la commune, à l'occasion des travaux prévus pour le compte de l'entreprise JLC CONSTRUCTION **du lundi 30 septembre au lundi 21 octobre 2024.**

**ARTICLE 5 :** **Le pétitionnaire devra se prémunir de tout dépôt de boues ou de gravats sur les voies communales et demeurera responsable de la propreté de ces voies. Dans le cas contraire, l'entreprise pourrait alors être responsable de tout accident pouvant survenir. Un dispositif de nettoyage des roues sera mis en place. Ce dernier sera régulièrement entretenu par le pétitionnaire.**

**ARTICLE 6 :** Pendant la durée des travaux, la circulation de tous les véhicules pourra s'effectuer par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par piquets K10 ou par feux tricolores selon les travaux et suivant schémas 4-05 ou 4-06.

**La signalisation sera mise et maintenue en place par l'entreprise pétitionnaire au droit du chantier.**

Les restrictions suivantes seront instituées au droit du chantier :

Défense de stationner en amont et en aval du chantier des deux côtés de la voie de circulation.

Limitation de vitesse à 30 Km/h.

Interdiction de dépasser dans les deux sens de circulation.

**ARTICLE 7 :** La signalisation réglementaire sera mise en place et maintenue par l'entreprise chargée des travaux, en application routière (livre I - 8<sup>ème</sup> partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application.

**ARTICLE 8 :** Le pétitionnaire est tenu de contacter les gestionnaires des réseaux, afin de s'assurer des points de passages éventuels des canalisations souterraines (Lignes téléphoniques - ERDF RET GET - Eclairage Public, Réseaux d'eau potable et assainissement, Pipe line), lors du piquetage des tranchées.

**ARTICLE 9 :** Un état des lieux devra être établi avant le démarrage et au terme du chantier par un représentant de la Direction des Services Techniques dûment habilité et le conducteur des travaux, responsable de l'opération de l'entreprise mentionnée ci-dessus.

Des contrôles inopinés seront effectués par le gestionnaire de voirie de la Commune tout au long des travaux, et en cas de non-conformité, un Procès Verbal sera établi et faxé au pétitionnaire.

Tout sondage, échantillonnage et frais de laboratoire seront à la charge du permissionnaire. Les recommandations devront être immédiatement exécutées sous peine d'arrêt du chantier.

**ARTICLE 10 :** Le passage du véhicule affecté à la collecte des ordures ménagères et celui des véhicules d'incendie et de secours devront être assurés.

**ARTICLE 11 :** Le libre accès de riverains à leurs, garage et propriété devra être maintenu. Le passage des piétons devra être assuré sans danger. Les droits des tiers sont et demeurent entièrement réservés.

**ARTICLE 12 :** Tout véhicule constaté en infraction au présent arrêté pourra être verbalisé et mis en fourrière par le Chef de la Police Municipale ou par l'Officier de Police Judiciaire de la Brigade Territoriale de Gendarmerie.

**ARTICLE 13 :** Le présent arrêté pourra être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le Tribunal Administratif de TOULON.

**ARTICLE 14 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée au :

- Pétitionnaire
- Responsable des Services Techniques
- Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie
- Chef de la Police Municipale du MUY

Mis en ligne sur le site internet : [www.ville-lemuy.fr](http://www.ville-lemuy.fr)

Le : 01 AOUT 2024

LE MUY, le 30 juillet 2024

Pour le Maire empêché,  
L'adjoint délégué aux Services Techniques,  
Monsieur Alain CARRARA.

